

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 17/05/2022

2 Place du Général de Gaulle
BP 1354
68100 Mulhouse

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



CONSTELLIUM NEUF BRISACH

ZIP RHENANE NORD RD 52
68600 BIESHEIM

Références : 0469_2022_04_29_CONSTELLIUM_BIESHEIM_VIIC-incendieTS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 BIESHEIM. L'inspection a été annoncée le 28/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle des installations de traitement de surface du site s'est effectué dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées visant à examiner les éléments relatifs à la prévention des incendies et la gestion de leurs eaux d'extinction. La prévention des incendies est un enjeu considérable pour les entreprises et pour leur environnement. C'est notamment le cas dans les installations de traitement de surface pour lesquelles plusieurs incendies ont été recensés à l'échelle nationale dans les dernières années.

A ce titre, l'efficacité et l'effectivité des moyens de première intervention jouent un rôle primordial. En effet tout incendie non circonscrit très rapidement ne peut ensuite être éteint qu'au bout de plusieurs heures. Le contrôle par l'inspection de cette thématique ne s'est fait sur le site que sur l'une des deux lignes de traitement mise en oeuvre (la ligne DG5).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 BIESHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED

Constellium est un groupe mondial spécialisé dans la fabrication de produits en aluminium, incluant produits laminés, produits extrudés et pièces structurales. Constellium compte près de 12 000 employés dans le monde et exploite 24 sites de production en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Le site de production de Biesheim, possède une capacité de production d'environ 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an pour les marchés de l'automobile et de l'emballage. Dans son processus de fabrication et au-delà des étapes de fonte, de laminage et de traitement thermique des métaux, le site utilise des phases de traitement de surface au sein de deux lignes. L'une dédiée au marché automobile, l'autre au marché alimentaire (la ligne DG5).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Mesures de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 8.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 8.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.5	/	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.8.1	/	Susceptible de suites
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 4.2.4.2	/	Susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.4	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et l'examen des documents mis à disposition montre que :

- Les surfaces de désenfumages minimales requises par la réglementation ne sont pas respectées sur le bâtiment "Vernissage 1&2"
- les commandes manuelles d'actionnement de ces dispositifs ne sont pas fonctionnelles et ne sont pas disposées à proximité des accès,
- l'exploitant ne dispose pas des éléments permettant notamment de justifier de l'actionnement automatique des dispositifs de désenfumage mis en place,
- l'exploitant n'affiche pas systématiquement dans les lieux fréquentés par le personnel les consignes générales de sécurité dont celles relatives aux mesures à prendre en cas de départ de feu et d'alerte à donner,
- l'accès difficile à l'un des extincteurs du bâtiment qui a été contrôlé.

Par ailleurs et au delà de ces points de non-conformité, il apparaît que l'inspection des installations classées ne peut conclure sur l'absence de non-conformité pour les points suivants :

- le dimensionnement des bassins de confinement du secteur Ouest du site,
- le confinement total des effluents du site (notamment ceux qui pourraient sur-verser du bassin "1000m3" vers le réseau aboutissant à la Gravière (autrement nommée étang du trou du noyer),
- la maintenance préventive mise en place sur les organes qui concourent au confinement du secteur ouest du site.

Il appartient à l'exploitant de transmettre l'ensemble des éléments permettant de démontrer le respect des dispositions associées à ces faits susceptibles de suites.

Enfin des observations ont été formulées dans le cadre des constats, il appartient à l'exploitant de s'en saisir en vue d'améliorer la gestion d'un incendie sur ses installations et la gestion de ses conséquences en matière d'eaux d'extinction.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 8.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur [...]
Constats : <p>Compte tenu de l'absence d'éléments de dimensionnement chiffrés dans la prescription, et le renvoi aux réglementations en vigueur, il y a lieu de considérer que ces éléments de dimensionnement correspondent aux dispositions des articles R.4216-14 du code du travail et l'arrêté ministériel du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-4-15 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.</p> <p>Le contrôle a été effectué au sein du bâtiment « Vernissage », uniquement sur la partie du bâtiment abritant l'installation de traitement de surface (correspondant aux parties du bâtiment dénommées « Vernissage 1 et 2 »). Il a pu être constaté sur site la présence de dispositifs de désenfumage. En revanche d'après les éléments transmis par l'exploitant en amont de la visite de contrôle, la surface géométrique des évacuations des fumées atteinte par ces équipements représente au plus 85,1m² (pour les parties Vernissage 1&2), soit moins de 1 % de la surface de ce bâtiment (superficie d'environ 10500m²). Faute d'élément transmis par l'exploitant, il n'a pas pu être vérifié que la superficie utile d'extraction installée était supérieure au 1/200 de la surface géométrique.</p> <p>Ainsi le fait que l'exploitant ne dispose pas sur le bâtiment Vernissage 1&2 d'une surface géométrique des évacuations des fumées supérieur à 1 % de la surface du bâtiment, constitue une non-conformité aux conditions d'exploiter.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 8.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être [...] à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Lors du contrôle sur site, il a pu être constaté que : <ul style="list-style-type: none">• les commandes d'ouverture manuelle ne sont pas placées à proximité des accès,• le déclenchement de la commande d'ouverture manuelle n'entraîne pas l'ouverture des dispositifs de désenfumages (test réalisé avec l'exploitant).• Ces points constituent des non-conformités aux conditions d'exploiter le site. Par ailleurs selon l'exploitant les dispositifs en place sont à ouverture automatique (à l'aide d'un fusible), mais ils sont également couplés à un système de détection de pluie qui ferme automatiquement les dispositifs (qui servent également à l'aération naturelle du bâtiment). Les deux automatismes étant antagonistes dans l'action à mettre en œuvre, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les éléments techniques justifiant que l'automatisme d'ouverture en cas de détection incendie était prioritaire vis-à-vis de l'automatisme de détection d'eau. L'exploitant a mentionné ne pas pouvoir transmettre les éléments demandés car ils ne sont pas en sa possession. Ce manquement est traité au travers du point de contrôle suivant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la documentation technique relative aux équipements de désenfumage mis en place sur son site, ne permettant ainsi pas de conclure sur l'automatisme éventuellement mis en place (cf point de contrôle précédent). Le fait que l'exploitant ne tienne pas à disposition de l'inspection les justificatifs liés aux équipements de désenfumage constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : [...]L'établissement dispose : <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs répartis sur le site adaptés aux risques présentés,• d'extincteurs sur roues,• de Robinets d'Incendie Armés (RIA).[...]
Constats : Lors du contrôle sur site, il a pu être constaté la présence autour de la ligne de traitement de surface et stockages de produits associés : <ul style="list-style-type: none">• d'extincteur (dont certains sur roues) à poudre, CO2 et à eau pulvérisée (pour un seul extincteur le n°P070 localisé sur la plateforme DG5).• et de Robinets d'Incendie Armés (RIA). Concernant le caractère adapté des extincteurs, il a pu être contrôlé par échantillonnage sur certaines des fiches de données sécurité des produits susceptibles d'être présent dans l'installation, que les moyens d'extinction en place sont compatibles avec les produits présents. Il est cependant à noter que : <ul style="list-style-type: none">• certains des produits présents sur la chaîne de traitement ne sont pas compatibles avec des agents d'extinction type « eau pulvérisée »,• les RIA ne pourraient pas être employés en jet d'eau pour un certain nombre de produits mais en pulvérisation ou brouillard d'eau.
Les constats sur site et l'examen des documents fournis par l'exploitant amènent l'inspection à formuler les observations suivantes : Observation n°1 : il appartient à l'exploitant d'être attentif au vu du ombre de produit qu'il emploie et qui sont sujet à modification de composition, à la compatibilité entre les produits susceptibles d'être présents sur son installation et agent d'extinction retenus. Observation n°2 : Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les formations des équipiers d'intervention lié à l'extinction des départs de feux intègre bien l'incompatibilité d'usage d'eau en « jet bâton » avec la présence de certains produits dans son installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors des constats réalisés sur site, il n'a pas été observé d'extincteurs ou RIA, en mauvais état, ou non repérés. En revanche le contrôle des moyens d'intervention réalisé par échantillonnage a permis de mettre en avant la présence de caisse de stockage de pièce de maintenance devant l'un des extincteurs du bâtiment, rendant ainsi son accès difficile. Ce qui constitue une non-conformité aux conditions d'exploiter. Les derniers contrôles réalisés par l'exploitant sur les extincteurs et les RIA ont été fournis par l'exploitant à l'inspection. Les observations constatées lors des contrôles réalisés figurent bien sur les documents de vérification. Aucune observation n'est relevée par l'exploitant ou l'organisme sous-traitant pour les équipements de première intervention du bâtiment Vernissage 1&2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie, [...], Ces moyens sont [...] vérifiés au moins une fois par an [...]
Constats : Les éléments de contrôle fournis par l'exploitant pour les années 2019, 2020 et 2021, montrent que pour ces années un contrôle annuel a été mis en place par l'exploitant les les extincteurs et RIA du bâtiment Vernissage 1&2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, consignes d'intervention et d'alerte
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Lors du contrôle sur site, il a pu être constaté que les consignes relatives à la première intervention et l'alerte à donner, ne sont pas systématiquement présentes dans les lieux fréquentés par le personnel. Il a notamment pu être constaté dans l'atelier Vernissage un lieu de pause des employés avec un ensemble d'affichages liés à des indicateurs propres au site (performance, sécurité, environnement, etc.), sans reprendre dans les affichages, les éléments mentionnés dans l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016. Par ailleurs lors du contrôle dans les unités de productions du bâtiment Vernissage, aucun affichage de ces consignes n'a été constaté. Ces éléments constituent une non-conformité aux conditions d'exploiter.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 7.6.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à des bassins de confinement étanches aux produits collectés, avant rejet vers le milieu naturel. [...] Le site dispose : [...] <ul style="list-style-type: none">• de 2 bassins de secours de 950 et 650 m³ ,• d'un bassin de relevage vide de 1 000 m³ , [...]
Constats : Les constats sur site n'ont porté que sur la partie "ouest" de gestion du confinement lié au bassin versant de l'atelier Vernissage (à savoir les bassins 650 et 1000m ³). Les constats sur site et l'analyse des plans/documents fournis par l'exploitant permettent d'affirmer que le site est bien muni de bassins de confinement. En revanche le contrôle du volume décrit sur le plan n°P.E.O 101 du 30/03/1993 montre que le volume utile du bassin dénommé "bassin 1000m ³ " ferait au mieux 800m ³ , considérant la présence d'une sur-verse en deçà du volume maximal de l'ouvrage et de la présence constante d'eau en fond de bassin du à la hauteur minimal de la purge via la vanne n°V3. Les calculs de volume réalisés par l'inspection sur le plan précité pour le bassin dit "650m ³ ", tendent à montrer que le volume annoncé de 650m ³ est respecté. De la même manière sans pouvoir en quantifier les quantités, il a pu être constaté lors de l'inspection, la présence d'une hauteur d'eau réduisant notablement les quantités de confinement utile présente pour ce bassin. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de procédure permettant de démontrer qu'il surveille en régulièrement le niveau résiduel dans ce bassin, en vue de garantir de manière constante le

volume minimale nécessaire ou prescrit.

Enfin le descriptif des installation fait état d'une sur-verse vers le réseau de la gravière (aussi appelé étang du trou noyé), qui sur le plan précité est bien relié au réseau sans pour autant faire mention d'un dispositif de confinement, mais qui sur le plan des réseaux généraux effluents du site n°100-125-48611-rev11 du 27/06/2018 est relié à un dispositif de puits perdu.

Il est enfin à souligner que dans son processus de confinement, l'exploitant prévoit en cas de remplissage successif des bassins 1000m³ et 650m³ précités, de transférer les effluents via le poste de relevage vers les ouvrages de confinement se trouvant à l'Est du site. pour opérer ce transfert, il prévoit d'utiliser deux pompes de transfert d'une capacité maximale de 300m³/h lorsque le scénario d'incendie pris en référence mobiliserait un débit d'extinction de 450m³/h. A ce débit viendrait s'ajouter un débit potentiel d'eau pluviale estimé à 200m³/hg par l'exploitant en cas de forte pluie. Le site se retrouverait donc dans une situation où le débit entrant dans l'installation serait supérieure au débit susceptible d'être délesté par les pompes mise en place par l'exploitant.

L'ensemble des faits précités sont des faits susceptibles de suite, il appartient à l'exploitant de transmettre les compléments nécessaires pour pouvoir statuer sur la conformité des installations.

Par ailleurs les constats sur site et l'examen des documents fournis par l'exploitant amènent l'inspection à formuler l'observation suivante.

Observation n°3 : Il appartient à l'exploitant de prendre en considération l'ensemble des éléments de constats précités, en vu de revoir sa stratégie de confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre sur son site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 4.2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance préventive des organes de commande

Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Les constats réalisés lors du contrôle sur site, ont permis de vérifier que les organes permettant le confinement tel que défini par l'exploitant dans la fiche réflexe de son Plan d'Opération Interne (POI), sont signalés, accessibles sur site, et connues des personnes susceptibles de les actionner (demande faite à la personne représentant le service maintenance du site, en charge de ces actions dans le POI).

En revanche l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection les éléments démontrant qu'une maintenance préventive est mise en place sur les organes d'actionnement du confinement mis en place : pompes de relevage et vannes manuelles notamment. Ainsi l'inspection ne peut pas conclure sur l'absence de non-conformité concernant la prescription contrôlée. Il appartient à l'exploitant de transmettre les éléments démontrant qu'il respecte la prescription de l'article 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2016.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet